

La Lettre du CEFRES

Centre français de recherche en sciences sociales de Prague
Vyšehradská 49, 128 00 Praha 2, CZ
www.cefres.cz

Numéro 20
janvier-février 2007

Sommaire :

Le mot de la Directrice,	p. 1
Recensions et commentaires,	
Actualités	p. 2
Comptes-rendus	p. 4
Programmes,	
Calendrier des manifestations scientifiques	p. 7
Nouvelles de recherches,	p. 8
Dernières publications des membres du CEFRES et soutenances de thèse,	p. 9

Le mot de la Directrice

Une nouvelle donne

Au moment de vous présenter nos meilleurs vœux et de vous remercier pour l'attention que vous prêtez au développement des activités du CEFRES, que retenir de l'année 2006 ? Un bilan assurément encourageant si l'on en juge par le nombre des publications, l'audience des séminaires et des colloques organisés par le centre, enfin l'écho positif que rencontrent nos activités auprès de la communauté scientifique, tant en République tchèque qu'en France. Alors que s'éloignent les dernières notes d'une année marquée par la célébration de l'œuvre de Mozart, nous ne saurions nous satisfaire du tempo de cette petite musique. Plus que jamais, les temps qui s'annoncent exigent de la détermination dans l'action afin de relever les défis inscrits dans une compétition internationale qui s'élargit.

Pour un centre de recherche en sciences sociales de l'importance du CEFRES, idéalement positionné au cœur de l'Europe, ces défis peuvent se décliner en trois orientations prioritaires :

Il s'agit, d'abord, d'assurer le développement et la cohésion de notre projet scientifique. Cela ne peut se faire que dans le cadre d'un partenariat consolidé entre le MAE, le MESR et le CNRS, sous la forme de la reconnaissance d'une UMIFRE. Le CEFRES, résolument engagé dans cette voie, souhaite accueillir au plus tôt les jeunes chercheurs et les post-doctorants que le CNRS est disposé à affecter à Prague. Leur présence contribuera fortement au renforcement d'un programme dont l'ambition est d'analyser les recompositions en Europe centrale et orientale.

Ensuite, il convient d'affirmer la vocation régionale du centre en Europe centrale et orientale par l'élargissement de coopérations avec les institutions de recherche de ces pays. A la demande de l'Ambassade

de France en Slovaquie et en liaison avec les institutions académiques de ce pays, le CEFRES prévoit d'organiser un colloque, à Bratislava, en septembre prochain. Le programme de coopération internationale (PICS) soutenu par le CNRS, devrait aussi donner un nouvel élan aux échanges avec les chercheurs des académies des sciences de Hongrie et de Pologne. D'autres manifestations scientifiques, conduites en partenariat avec les IFRE du pôle européen, contribueront au rayonnement du CEFRES à l'échelle de l'ensemble de la région.

Enfin, le CEFRES entend être le relais actif de l'influence française dans le domaine de la recherche en sciences sociales tout en apportant sa contribution à l'édification de l'espace européen de la recherche. En mars 2007, les Européens commémoreront le 50e anniversaire du traité de Rome. Le temps est venu d'impulser une nouvelle dynamique vers l'unité européenne et l'événement politique qui se tiendra à Prague, le 20 mars prochain, à l'initiative de la France, de l'Allemagne et de la République tchèque en sera un signe fort. Soixante ans après l'épilogue du transfert de la minorité allemande des Sudètes, trente ans après la signature par les dissidents tchèques de la Charte 77, voici que le temps de l'Union confirme ses promesses de paix, de sécurité et de liberté. Des représentants des trois nations se retrouveront pour dire leur attachement aux valeurs de la démocratie et leur volonté de construire ensemble une Europe politique. Aux côtés de l'association « Ano pro Evropu », des fondations allemandes Konrad Adenauer et Friedrich Ebert, le CEFRES participera à cette initiative franco-germano-tchèque.

A tous les jeunes chercheurs qui contribuent au travail de réflexion et d'analyse, aux membres de la communauté scientifique qui participent à ses activités, l'équipe du CEFRES exprime ses meilleurs vœux pour que 2007 soit une année d'échanges fructueux et constructifs.

Marie-Claude Maurel

Recensions et commentaires

Actualités :

Un gouvernement... enfin ?

La Chambre des députés vient enfin de voter, vendredi 19 janvier, la confiance au gouvernement, sortant le pays de la crise traversée depuis la publication des résultats des élections législatives de juin 2006. C'est sans doute l'information la plus importante qu'il convient de mentionner ici. Pourtant la situation politique reste incertaine et l'on ne pourra parler que d'une étape dans un processus bien plus long, car le résultat obtenu laisse présager de futures importantes turbulences.

Ce qu'il faudra surtout retenir, c'est que le nouveau gouvernement Topolánek (II) a été soutenu par une majorité suffisante grâce à la défection de deux députés ČSSD, Miloš Melčák et Michal Pohanka¹. Ceux-ci ont décidé après négociation avec Mirek Topolánek de ne pas être présents dans la salle de session de la Chambre des députés lors du vote de la confiance, abaissant ainsi la majorité nécessaire pour l'obtention de la confiance. Les raisons de ce choix sont sans doute diverses et personnelles. Elles peuvent être trouvées, notamment chez Miloš Melčák, dans sa fidélité à Miloš Zeman, ancien chef de la social-démocratie, aujourd'hui retraité et officiellement éloigné des affaires politiques mais toujours influent au sein de son parti. Pour celui-ci, la Social-démocratie était placée devant un choix en apparence simple : devenir un parti d'opposition solide ou un parti de gouvernement faible. La seule solution d'avenir était, selon lui, la première. Soulignons que Miloš Melčák, élu en Moravie, était placé, sur la liste électorale de son futur ex-parti, en position inéligible. L'excellent résultat du ČSSD dans sa circonscription, tiré par le chef de file Zdeněk Škromach, a refait de lui un député. Il est donc issu d'un courant certes minoritaire mais toujours influent et il a décidé de prendre sur lui la lourde responsabilité de faire du ČSSD un parti d'opposition. Le cas Pohanka est manifestement différent. Ce nouveau député est entré à la Chambre des députés grâce au soutien de David Rath, ancien ministre de la Santé dont il a été le vice-ministre. Jeune et manifestement sans réel sentiment d'appartenance à son parti, il s'est campé sur une position défensive au ban de sa formation suite à la mise à jour d'un scandale financier qui n'a toujours pas été élucidé

¹ En fait, le gouvernement a obtenu 100 voix, deux députés n'ont pas pris part au vote (M. Melčák et M. Pohanka), 97 députés ont voté contre le gouvernement. Le premier à voter, le député ČSSD Petr Wolf a mal prononcé la formule et sa voix a été donc comptabilisée comme une abstention (équivalente toutefois à refus du gouvernement), en conformité avec le Règlement de l'assemblée.

dans l'hôpital où il exerçait des fonctions à responsabilité. Ces deux députés ont même signé avec les trois partis de la coalition gouvernementale un accord, renforçant les tendances à la juridicisation des accords politiques à l'œuvre par ailleurs. Officiellement, ils souhaitent mettre un terme à cette période d'incertitude et se présentent comme les seuls députés responsables et raisonnables de l'opposition.

Le vote de la confiance repousse surtout la perspective d'une dissolution de la Chambre des députés et d'élections législatives anticipées. Ce pouvoir, qui appartient au président de la République est strictement précisé par la Constitution et son exercice suppose en effet l'échec de trois tentatives de constitution d'un gouvernement. La confiance acquise remet, en la matière, les compteurs à zéro.

Le choix de soutenir le nouveau gouvernement Topolánek sauve également la carrière politique de ce dernier : il s'était, à nouveau, engagé à se retirer de la tête du parti en cas d'échec, échec visiblement souhaité par une partie de l'ODS, notamment son ancien ministre des Finances, Vlastimil Tlustý, laissé pour compte dans le remaniement ministériel et vertement critiqué par Topolánek dans une interview donnée à la presse. Autre acteur laissé pour compte de ce compromis politique entre le chef du gouvernement et deux députés en froid avec leur parti, le président de la République. Celui-ci avait certes soutenu pendant très, trop, longtemps le chef du parti dont il reste le président d'honneur, mais il commençait visiblement à soutenir des options différentes. Il s'est en effet prononcé en faveur soit d'un gouvernement ODS soutenu par le ČSSD soit d'une « grande coalition » ODS-ČSSD, options supposant néanmoins un changement au sein de l'ODS. Ce changement serait personnalisé en particulier par le maire de Prague, Pavel Bém qui a affirmé à plusieurs reprises être en mesure de trouver un accord avec Jiří Paroubek, chef du ČSSD, les deux hommes ayant tout deux opéré au sein de la coalition qui a gérée Prague durant de nombreuses années.

Victoire à la Pyrrhus

Nous avons noté dans la dernière Lettre du CEFRES une tension relativement importante au sein de l'ODS. Ce parti paraît partagé entre différents courants que l'on simplifiera en les caractérisant par leur chef de file, Topolánek d'un côté, Klaus de l'autre. Si après les élections de juin dernier le président de la République Václav Klaus a dans un premier temps joué en faveur de son parti, notamment par son inaction, il a manifestement ressenti une certaine fatigue au fil de la crise gouvernementale et a finalement commencé à se prononcer de plus en plus ouvertement pour une solution dans laquelle Topolánek n'avait plus sa place. La réussite de ce dernier est, de ce point de vue, un échec pour Klaus. Une réussite qui est cependant une victoire à la Pyrrhus.

En effet, non seulement son gouvernement n'a pas de majorité réelle, mais il est placé sous les hospices de deux partis qui n'hésiteront pas à utiliser leur avantage stratégique. La composition du gouvernement en est une excellente manifestation. Forcé de s'allier avec le KDU-ČSL et le parti des Verts, les échecs successifs des différents compromis recherchés avec le ČSSD ont renforcé la position des deux partis alliés, conduisant Topolánek à leur faire d'importantes concessions et le mettant en difficulté au sein de son parti. Le plus critique a sans doute été Klaus qui est allé jusqu'à laisser planer le doute quant à la rapidité de la procédure de nomination du gouvernement, manifestant son opposition à la personne de Karel Schwarzenberg, que les Verts honnis du président ont fait nommer au poste de ministre des Affaires étrangères². Puis il a notamment retardé la procédure pour des raisons formelles. Le futur s'annonce difficile pour le principal parti de la coalition aujourd'hui au pouvoir. Un facteur compliquant la situation est la personnalité du Premier ministre, le soutien dont il dispose au sein de son parti, son rapport avec les journalistes (son refus de répondre à leurs questions) mais aussi sa situation familiale.

Si l'attention a été attirée, à juste titre, par les discussions à rebondissement pour la formation d'un gouvernement, d'autres sujets ont été non moins importants dans les médias. Tout d'abord l'avenir du couple Topolánek. Outre l'intérêt que présente cette question pour les médias, en particulier la presse de boulevard, force est de constater que le départ de Mirek Topolánek du domicile conjugal (et le fait qu'il a commencé officiellement à vivre avec une députée ODS avec laquelle il aura apparemment un enfant) met le parti qu'il dirige en difficulté au moins du point de vue symbolique. En effet, tentant de se démarquer des positions de Klaus pour faire de l'ODS un parti au profil quelque peu différent, en particulier en renforçant sa dimension de parti conservateur, attaché aux valeurs traditionnelles, en particulier la famille, cette affaire, de fait anecdotique,

² Notons que celui-ci sera doublé dans certains cas par A. Vondra (ODS), ex-ministre des AE, nommé ministre en charge des Affaires européennes.

pourrait affaiblir cette image nouvelle (même si les Tchèques font preuve en la matière d'une ouverture d'esprit relativement large et l'impact de cette „affaire“ sera sans doute faible au final) et devenir un élément explicatif de la chute de Mirek Topolánek.

Une crise caractéristique

La durée de la crise gouvernementale est sans doute le fait le plus marquant à retenir dans une perspective large. Les raisons de cette durée exceptionnelle (nonobstant la pertinence de ce gouvernement dans sa durée future et sa composition) sont au nombre de deux au moins : d'une part l'incapacité des élites des deux partis dominants à communiquer (avant même de pouvoir trouver un compromis) et, d'autre part, la difficulté à s'en tenir à la lettre et à l'esprit de la Constitution, notamment et avant tout, chez le chef de l'Etat. Les retards pris dans la procédure de nomination d'un nouveau gouvernement, les atermoiements des différents acteurs en jeu, en particulier ceux appelés à intervenir au titre de leurs compétences reconnues et imposées par la Constitution, ne sont justifiés par aucune considération sinon politique. Ils mettent en lumière la faiblesse de l'Etat de droit, que d'aucun mettront sur le compte du mauvais vouloir de l'opposition sociale-démocrate (et plus particulièrement de Jiří Paroubek, dénoncé par l'ODS, et par les médias dont on peut douter trop souvent de l'impartialité indépendamment du fait que Jiří Paroubek ait eu à de nombreuses reprises des réactions déplacées). D'autres, en particulier traditionnellement Václav Klaus, mettront la crise à l'actif des auteurs de la Constitution et des erreurs qu'ils auraient commis à l'époque.

Les options envisagées pour réformer le système (réforme des systèmes électoraux –présidentiel, législatif–, diminution de la Chambre des députés d'un mandat pour éviter les situations d'équilibre, etc.) risquent de ne pas être pas suffisantes. Les dysfonctionnements qui sont apparus au cours de cette crise gouvernementale sont tellement importants qu'ils peuvent être considérés comme une crise constitutionnelle et politique majeure, bien que cachée par des épiphénomènes. Les problèmes ne sont pas cantonnés au niveau politique, mais ils touchent aussi les médias qui ont joué un rôle souvent très important dans le déroulement de la crise, simplifiant à l'extrême des réalités complexes³, réalisant rarement l'impartialité affichée.

Le vote de la confiance au gouvernement ne représente par conséquent au mieux que la sortie d'une crise et l'entrée dans une autre, car l'équilibre politique actuel se perpétue, les appuis du gouvernement reste peu stables, le parti majeur soumis à d'importantes tensions internes et externes, en particulier celles internes à la coalition gouvernementale. Le Président Václav Klaus a déjà exprimé ses doutes quant aux capacités de survies de ce gouvernement, estimant que ce cabinet avait reçu une confiance très particulière et qu'il s'agissait d'un premier pas vers de prochaines élections anticipées. L'avenir du gouvernement repose aujourd'hui sur deux éléments : la capacité de Mirek Topolánek de maintenir en l'état la coalition et l'appui que lui donneraient éventuellement les deux députés Pohanka et Melčák.

Michel Perottino

Comptes rendus :

- Journée débat : « Histoire et enjeux mémoriels - Nouvelles approches en sciences sociales » Vendredi 1er décembre

Le 1^{er} décembre 2006, le CEFRES a organisé une journée d'étude sur le thème « Histoire et enjeux mémoriels. Nouvelles approches en sciences sociales » qui a réuni plus d'une cinquantaine de participants dans les locaux du centre. Cette journée a été organisée par le Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen, la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* et le CEFRES.

Après une introduction prononcée par M.-C. Maurel, les débats se sont déroulés dans le cadre de trois tables-rondes auxquelles ont participé des intervenants français venus de Paris, Berlin et Oxford et des discutants tchèques.

La première table ronde « La mémoire à l'Est et à l'Ouest » a été ouverte par l'intervention de Françoise Mayer (Maître de conférences Université de Montpellier 3) qui a présenté ses travaux sur « La

³ Tant activement qu'en reprenant à l'envie des formules politiques sans les critiquer, comme dans le cas des discours de Klaus, reprenant ses propos sur une « guerre civile froide » ou sur l'absence de gouvernement depuis un an.

mémoire à l'Est : l'impossible mémoire dissidente ». Son intervention a été discutée par le professeur Miloš Havelka de la Faculté des sciences humaines de l'Université Charles. Marie-Claire Lavabre (directeur de recherche CNRS, Maison française d'Oxford) a ensuite présenté une communication sur « La mémoire à l'Ouest » que le professeur Zdeněk Vašíček a enrichi par ses remarques. Enfin Thomas Hejda (doctorant, membre du CEFRES) nous a présenté sa recherche sur « Terezin et son lieu de mémoire. Une instrumentalisation politique sous le communisme » face à son discutant, Pavel Zeman (conservateur du mémorial de Terezin)

La deuxième table-ronde sur La mémoire des déplacés a donné lieu à deux présentations complétées par Miroslav Vaněk de l'Institut d'histoire du temps présent de l'Académie des sciences de la République tchèque. Tout d'abord Catherine Gousseff (Chargée de recherche CNRS, Centre Marc Bloch) a présenté ses travaux sur les enjeux d'histoire et de mémoire des transferts de population en Pologne (1944-2006), ses propos trouvant écho dans ceux d'Agnieszka Niewiedzial (doctorante, EHESS) qui a traité des « Parcours légitimes et illégitimes au cœur de la mémoire du repeuplement des régions anciennement allemandes de la Pologne »

La troisième et dernière table-ronde sur « Mémoire et religions à l'Est de l'Europe » a donné l'occasion à Kathy Rousselet (directeur de recherche au CERI) de traiter du cas de « Butovo : la création d'un lieu de pèlerinages sur une terre de massacres », cas russe ensuite élargi par sa discutante, Barbora Spalová de l'Université de Pardubice.

Penser les cultures : pluralité ou universalité des valeurs ? **Atelier en sciences sociales de Prague 2006-2007**

Organisé par l'Université Charles de Prague, l'École des hautes études en sciences sociales et le CEFRES

- Mardi 21 novembre,

Alban Bensa (Directeur d'études à l'EHESS) : « **À quoi sert la notion de culture ?** »

Il y a partout de l'universel et du particulier en quelque sorte mélangés, partout de la violence et de la compassion, du non droit et du droit, de l'amical et du cynique, etc. ; partout de la lutte pour la liberté et des forces contraires à cette espérance.

Chaque société, en effet se pense à un moment ou à un autre porteuse des seules vérités humaines possibles. Mais c'est le propre, semble-t-il, du monde occidental depuis un peu plus de deux siècles que de se croire habilité à définir pour toute l'humanité et une fois pour toute ce que doit être le droit, l'individu, la propriété, la valeur ou la non-valeur des choses, sans considération et même sans attention pour « les contributions d'autres mondes à l'universel ». Ainsi, constatait Jean-Marie Tjibaou, leader indépendantiste kanak – et cette réflexion pourrait guider notre débat – « Si je peux aujourd'hui partager avec un non kanak de ce pays ce que je possède de culture française, il lui est impossible de partager avec moi la part d'universel contenue dans ma culture ».

Yassar Abu Gosh (Faculté des sciences humaines, Prague)

En observant les pauvres, de nombreux chercheurs en sciences sociales soulignent la justification culturelle de leur style de vie. Ces réflexions ont abouti à l'œuvre d'O. Lewis sur la « culture de la pauvreté ». Ce concept a pris de l'importance au sein de la droite, puis au sein de la gauche, dans les politiques publiques de lutte contre la pauvreté aux Etats-Unis dans les années 60 et 70. Les approches structurelles recherchaient au contraire l'explication de la pauvreté dans les changements économiques, souvent conflictuels et contradictoires. Yassar Abu Gosh a tenté de proposer une autre approche, une approche ethnographique, qui se concentre sur la façon dont les marginaux exploitent des ressources inattendues afin de construire des réponses collectives à leurs problèmes.

Alors que durant l'essentiel de l'année, les Roms du village de Tercov vivent avec les moyens limités que leur procurent les allocations sociales, pendant les trois mois d'été, ils réussissent à atteindre un niveau de vie très satisfaisant grâce à leur capacité à générer des ressources supplémentaires en cueillant des myrtilles et d'autres fruits sauvages. Ces deux périodes de l'année reflètent deux expériences différentes de la vie marginale par rapport à l'ordre social du village. Pendant la majeure partie de l'année, il est difficile pour les Roms de faire face aux représentations puissantes des « assistés », des « profiteurs des allocations » et de « ceux qui ne veulent pas travailler ». En revanche, avec les premiers bénéfices de la vente des myrtilles, ils arrivent à instaurer un monde dans lequel ils se voient au sommet de la hiérarchie sociale. En outre, Yassar Abu Gosh souligne que cette subversion de l'ordre social dominant ressort dans leurs pratiques économiques de la vie quotidienne – qui servent de modèle aux relations entre les Roms eux-mêmes. Il observe notamment dans la transformation de la valeur de l'argent : d'un côté, il y a l'argent des allocations sociales en tant que marqueur de leur statut socio-économique inférieur ; de l'autre, l'argent de la cueillette des myrtilles en tant que résultat de

leur inventivité et de leur résistance. Ainsi, cette transformation leur permet de vivre comme ils l'entendent, c'est-à-dire dans un temps d'autonomie et de dignité individuelle, idéologiquement construit.

Yassar Abu Gosh pouvait ainsi constater, non sans surprise, que là où les autres supposaient une reproduction culturelle indolente, les Roms proposent non seulement une « sociologie de soi-même » très inventive, mais également un regard critique sur la société moderne en tant que telle.

- Mardi 19 décembre,

Dominique Colas (Professeur à l'IEP de Paris) : « **Catégories universelles et 'caractère national' chez Freud** »

« Libido », « pulsion », « complexe d'Œdipe », « meurtre du père originaire » : les catégories élaborées par Freud se donnent comme universelles. Et, pourtant, Dominique Colas a fait l'hypothèse que certains traits de la psychanalyse sont à relier aux conditions spécifiques de son élaboration, aussi bien chez Freud que chez certains de ses patients.

Dès ses études à l'Université de Vienne, Freud, né en Moravie, a su ce qu'impliquait d'être identifié comme Juif. Mais il a estimé qu'il y avait aussi un bénéfice à ne pas être considéré comme un membre de la « communauté nationale ». Cependant, citoyen de l'empire des Habsbourg, il en fut un sujet loyal. Lors de la guerre de 1914, il manifesta ses sentiments patriotiques et vécut les angoisses d'un père dont les fils se battaient contre les forces de l'Empire russe. La guerre avait obligé un de ses patients les plus célèbres, l'homme aux loups, à regagner la Russie : Freud en avait entrepris l'analyse en même temps qu'il se passionnait pour Dostoïevski et pour le thème du parricide chez le romancier. A la fin de la guerre la dislocation de l'empire réduisit l'Autriche au statut d'un Etat nation : l'antisémitisme s'y développa fortement. En Russie soviétique, les bolcheviks conduisaient, dès 1917, des opérations de violence exterminatrice pour lesquelles Freud n'avait pas la moindre sympathie : l'homme aux loups, ruiné par la révolution, revint à Vienne et put lire une partie de son cas sous la plume de Freud qui notait les problèmes posés par le « caractère national » de son patient, un thème qui revint dans l'article que Freud écrivit sur *Les Frères Karamazov*. Cette formule entraîne une question fondamentale : comment les spécificités « nationales » ont-elles une place dans la théorie psychanalytique qui affirme l'universalité de ses concepts et de ses principes explicatifs ? Y-a-t-il une dimension culturaliste dans l'œuvre de Freud ouvrant la voie à une forme de relativisme culturel ?

À travers le cas des Turcs, des Allemands, des Russes et des Juifs, Dominique Colas s'est interrogé sur la place que Freud accorde aux « caractères » qui viennent de l'appartenance à un peuple et qui sont souvent résumés par la formule « caractère national » qu'il emploie à l'occasion. Mais Dominique Colas a aussi fait apparaître ce qu'on peut appeler une forme de dette de la psychanalyse à l'égard de certaines « nationalités » : car si on présente souvent les liens entre la psychanalyse et l'appartenance au peuple juif de son fondateur, on peut faire apparaître des origines russes de quelques points clefs de la théorie freudienne. Si Freud considère qu'il faut placer *les Frères Karamazov* dans la trilogie de l'inceste à côté d'*Œdipe roi* et d'*Hamlet*, ce n'est pas seulement pour les qualités littéraires de l'œuvre mais à cause des modalités du thème du parricide chez les Russes. Dominique Colas a donc fait également place dans son analyse à l'hypothèse d'une influence « slave » sur la théorie de Freud.

Jiří Pechar (Philosophe, Professeur à l'Institut de philosophie de l'Académie tchèque des sciences) : « **Freud et le problème de la psychologie collective** »

Dans son exposé, Jiří Pechar a décrit d'abord la façon dont Freud a vécu la première guerre mondiale en faisant référence à *Zeitgemässe über Krieg und Tod* (*Considérations actuelles sur la guerre et la mort*), essai paru en 1915, et à la réponse de Freud à la lettre qu'Albert Einstein lui a adressée en 1932, publiée en 1933 sous le titre *Warum Krieg?* (*Pourquoi la guerre ?*). Jiří Pechar a montré que, pendant la guerre, la croyance de Freud en la victoire des empires de l'alliance n'a pas influencé sa vue impartiale des méfaits de la guerre. Jiří Pechar a analysé ensuite l'ouvrage *Massenpsychologie und Ich-Analyse* (*Psychologie collective et l'analyse du Moi*), publié en 1921, dans lequel Freud cherche à donner une explication psychanalytique au comportement des individus dans une collectivité, soit organisée, soit inorganisée. Jiří Pechar s'est attaché à montrer que certains aspects dangereux de ce comportement, tels qu'ils se sont révélés surtout à travers les totalitarismes du vingtième siècle, pourraient être mieux expliqués à l'aide de la notion de « Moi idéal », élaborée surtout par Daniel Lagache. Selon ce psychanalyste français, ce « Moi idéal » se forme à l'image de la mère toute-puissante, telle qu'elle apparaît à l'enfant dans la toute première phase de sa vie. Jiří Pechar a illustré cette conception par l'analyse de la psychologie de certains personnages des romans de Dostoïevski, montrant que la survivance de cette image peut être favorisée dans les sociétés où le despotisme ne permet pas que cette image soit remplacée par le rôle symbolique du père, car même l'image du père porte, dans ces conditions, les traits qui répondent à cette formation psychique primitive.

Programmes

Programme du CEFRES

- Vendredi 19 janvier (9h30 - 17h), au CEFRES

Table ronde « **Le fait rural en Pologne, un enjeu politique et social** » avec la participation de Maria Halamska (Université de Varsovie - Académie des sciences de Pologne), Marie-Claude Maurel et Philippe Rusin.

- 12 février, Faculté des sciences naturelles de l'Université Charles à Prague

Conférence de **Céline Rozenblat** (Université de Lausanne), « **Convergence régionale et dynamique des réseaux urbains en Europe** »

Conférence organisée par le CEFRES et la Faculté des sciences naturelles de l'Université Charles à Prague.

- Mardi 20 février, à 9h à la Faculté des sciences sociales, Rytířská 31, Prague 1 (salle n° 201)

« **Penser les cultures : pluralité ou universalité des valeurs ?** »

Atelier en sciences sociales de Prague organisé par l'Université Charles de Prague, l'École des hautes études en sciences sociales et le CEFRES

Hamit Bozarslan (Maître de conférence à l'EHESS) : « **Singularité culturelle ou expérience historique : légitimer l'obéissance et la violence au Moyen Orient** »

- Mardi 13 mars, à 9h à la Faculté des Sciences Sociales, Rytířská 31, Prague 1 (salle n° 201)

« **Penser les cultures : pluralité ou universalité des valeurs ?** »

Atelier en sciences sociales de Prague organisé par l'Université Charles de Prague, l'École des hautes études en sciences sociales et le CEFRES

François Weil (Directeur d'études à l'EHESS) : « **Y a-t-il une culture américaine ?** »

- 20 mars, au Sénat du Parlement de la République tchèque,

Conférence internationale « **Cinquante ans après le Traité de Rome : succès et défis pour l'Union européenne** »

Conférence organisée par l'Ambassade de France à Prague, l'Ambassade d'Allemagne à Prague, « Ano pro Evropu », la Fondation Friedrich Ebert, la Fondation Konrad Adenauer et le CEFRES, sous le parrainage du Président du Sénat de la République tchèque.

- Mardi 17 avril, à 9h à la Faculté des Sciences Sociales, Rytířská 31, Prague 1 (salle n° 201)

« **Penser les cultures : pluralité ou universalité des valeurs ?** »

Atelier en sciences sociales de Prague organisé par l'Université Charles de Prague, l'École des hautes études en sciences sociales et le CEFRES

Alain Peyraube (Directeur d'études à l'EHESS) : « **Relativisme linguistique et cognition** »

Calendrier de manifestations scientifiques

- 25 janvier, CERI, Paris

« **L'héritage de la 'Charte 77' et la naissance d'un espace public européen** », conférence organisée par le CERI avec le soutien du CEFRES.

- Lundi 5 février, de 10h à 16h, Institut de relations internationales (IIR)

La Fondation Friedrich Ebert et l'Institut de relations internationales (IIR) organisent la conférence « **L'Allemagne et les pays de Visegrad dans l'Union européenne** »

- Mardi 6 février, de 17h à 19h, CERSA, Paris

Philippe Claret (CEREB-Université Montesquieu Bordeaux IV) : « La nouvelle gouvernance électorale dans les pays d'Europe centrale et orientale ». Séminaire organisé dans le cadre du cycle « La réforme de l'Etat dans les pays post-communistes ».

- Mardi 20 février, 12h15, Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), Université Libre de Bruxelles
Séminaire de recherche : « Partis et élections » : **Tim Bale** (University of Sussex) : « In from the cold. Left parties, policy, office and votes in advanced liberal democracies since 1989 »

- 22-24 mars 2007, Université de Montpellier
Colloque international : « **Inventer et valoriser le rural en Allemagne : un laboratoire pour l'Europe élargie ?** » organisé dans le cadre du programme de formation-recherche CIERA 2005-2007.
Pour plus d'informations : <http://recherche.univ-montp3.fr/mte/ciera/colloque>

- 23-24 mars, Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), Université Libre de Bruxelles
Colloque international : « **Les organisations syndicales en Europe centrale** »

Nouvelles de recherches

Disparition

Le CEFRES a appris avec une grande tristesse la disparition de Jean-Pierre Vernant, Professeur honoraire au Collège de France, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, le 9 janvier 2007.

Jean-Pierre Vernant était bien connu de nos collègues tchèques. Il avait apporté son soutien aux signataires de la Charte 77 et n'avait pas hésité à s'engager aux côtés des dissidents tchèques dans leur lutte pour le respect de la liberté de pensée. En tant que président de l'association Jean Hus depuis 1981, Jean-Pierre Vernant a beaucoup œuvré au développement des échanges dans le domaine des sciences humaines et sociales et au rayonnement culturel de la France en République tchèque. Sa disparition est une perte pour nous tous.

Appels à contributions :

- « **Pratiques politiques communistes en Europe occidentale et dans les démocraties populaires** » **Table ronde franco-allemande, 21-22 mai 2007, à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris**

Cette table ronde s'inscrit dans une série de manifestations scientifiques organisées depuis vingt ans par le Groupe franco-allemand d'histoire sociale comparée (Institut d'histoire de l'université de Berlin, faculté d'histoire de l'université de Bielefeld, Centre de recherches historiques (EHESS/CNRS) et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris)).

Le but de ces rencontres est d'encourager des rencontres entre de jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants) français et allemands sur un thème donné afin de favoriser les échanges historiographiques.

Le thème de 2007 : « Pratiques politiques communistes en Europe occidentale et dans les démocraties populaires » a été retenu pour son actualité historiographique dans les deux pays. S'inspirant du renouvellement récent des questionnements dans ce domaine, le projet privilégie les questionnements suivants :

Dans une perspective d'histoire comparée des communismes, la table ronde réunira des chercheurs travaillant sur les partis communistes au pouvoir (démocraties populaires) ou dans l'opposition au système politique (Europe occidentale). Ce choix n'a pas d'abord pour fonction de mettre en valeur l'uniformité, des structures politiques communistes ni de travailler sur les réseaux internationaux qui promeuvent cette uniformité.

Ces éléments constituent un cadre général connu pour nos travaux, mais dans une perspective d'histoire sociale du politique nous entendons privilégier une étude des pratiques en mettant en évidence les diverses formes d'interaction (en particulier de pouvoir) entre l'individu communiste et le monde. Les partis communistes, saisis comme un lieu de fabrication du sujet communiste, constitueront un premier observatoire de ces pratiques. Mais nous travaillerons également sur les relations que les communistes entretiennent avec des acteurs sociaux et politiques extérieurs au parti. La constitution d'un réseau de sociabilité et de militance à la marge du parti, comme les rapports entretenus sur le terrain avec les « ennemis » seront analysés. On s'interrogera sur l'organisation concrète des mobilisations politiques.

Enfin on se penchera sur les formes de l'exercice du pouvoir au niveau local ou national. Sur tous ces points, on tentera de mettre en évidence des convergences et divergences entre les pratiques des partis au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition au système politique dominant tout en exerçant, éventuellement, des mandats locaux.

Les propositions de communication (entre 25 et 50 lignes) devront être envoyées par courrier électronique à Thomas Lindenberger et Sandrine Kott d'ici la fin du mois de janvier 2007.

Contacts : Privatdozent Dr. Thomas Lindenberger, Zentrum für zeithistorische Forschung, Potsdam lindenberger@zzf-pdm.de Prof. Dr. Sandrine Kott, Université de Genève, sandrine.kott@lettres.unige.ch

- Numéro Spécial de la Revue « Transitions »

Les Partis Politiques en Europe Centrale et Orientale: L'Organisation Interne des Partis Politiques a-t-elle encore de l'importance?

Le processus de démocratisation en Europe Centrale et Orientale a impliqué l'émergence et la consolidation des partis politiques. Le système de partis post-communiste est fortement fragmenté et volatile. Les partis politiques de la région ont été souvent décrits par un nombre réduit de membres et une tendance puissante vers la colonisation de l'Etat. Dans ce contexte, peu d'attention fut accordée à l'analyse de l'organisation interne des partis, particulièrement à leurs élites intermédiaires.

Cependant, cette situation ne s'applique pas à tous les partis politiques de la région, plusieurs partis (particulièrement les partis héritiers) ont réussi à maintenir à la fois un grand nombre de membres et des organisations internes puissantes. Outre cela, même si les statuts des partis proclament le Congrès en tant qu'organe principal de décision au niveau de l'organisation politique, très peu de chercheurs se sont concentrés sur l'étude des délégués du parti au Congrès, en tant que représentants désignés des branches locales et sur leur rôle dans la définition des grandes lignes directrices de la stratégie du parti et de son programme politique.

La recherche portant sur les élites intermédiaires des partis politiques s'intègre dans un effort plus large portant sur la compréhension du fonctionnement des partis politiques. Les élites intermédiaires jouent un rôle fondamental au niveau du processus d'institutionnalisation et dans le succès des divers partis. Pour ces raisons, nous sommes intéressés par les articles qui se proposent de combler le vide existant au niveau théorique concernant le rôle des élites intermédiaires, tout comme par les études empiriques concernant les opinions et les attitudes du strate actif des partis politiques. Les propositions peuvent adopter une approche comparative ou monographique.

Nous privilégierons en particulier les propositions concernant l'analyse des caractéristiques socioprofessionnelles des élites intermédiaires ; leur activité au niveau du parti politique ; la structure des valeurs qu'elles exhibent; leur degré de cohésion et en quelle mesure ces valeurs coïncident aux principes généraux exprimés au niveau du programme du parti. Finalement, nous cherchons des propositions qui soulignent la relation entre les opinions des élites intermédiaires et les actions que le parti entame au niveau du champ politique.

Les propositions pour les articles en Français ou en Anglais (une courte présentation comptant entre 500 et 1000 mots) sont à envoyer à Jean-Michel De Waele (jmdewael@ulb.ac.be) au plus tard le 15 Février 2007.

Dernières publications des membres du CEFRES

PUBLICATIONS DU CEFRES

- Gérard Lenclud, Penser les cultures - Pour comprendre une culture, faudrait-il adopter son point de vue ? décembre 2006, Etudes du CEFRES n° 8

- Christian Lequesne et Svatava Raková (éd.), *Jakou Evropu ohlašovala bitva u Slavkova?*, Prague, Historický ústav AVČR, 2006

- Philippe Rusin, Pologne « libérale » versus Pologne « solidaire » Les deux facettes de la transition vers l'économie de marché, janvier 2007, Etudes du CEFRES n° 9

PARTICIPATIONS À DES CONFERENCES

- 7-9 décembre, colloque "La Hongrie à la croisée des disciplines", organisé par le Centre international d'études hongroises, Université de Paris 3.

Conférence de Marie-Claude Maurel: "Vers une nouvelle gouvernance des territoires dans la Hongrie post-socialiste"

Organisatrice de l'atelier "Géographie culturelle: Paysages et représentations culturelles" (communications de Reka Albert, Samuel Depraz, Krisztina Keresztely)

- Jeudi 11 janvier, Marie-Claude Maurel : « La recomposition des territoires en Europe centrale », Séminaire d'histoire franco-tchèque, Faculté des Lettres, Université Charles.

SOUTENANCES DE THÈSE DES MEMBRES DU CEFRES

Nathanaël Dupré-Latour

Retour à l'Europe, la pense dissidente tchèque (tchécoslovaque) et le projet européen, thèse de science politique soutenue le mardi 19 décembre 2006, au CERI avec la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Le jury était composé de Jacques Rupnik (Directeur d'études, Sciences po, directeur de thèse), Pierre Grémion (Centre de sociologie des organisations/CNRS), Alain Finkelkraut, Christian Lequesne (Sciences Po, LSE), Jan Sokol (Faculté des sciences humaines, Université Charles, Prague).

Vous pouvez également consulter la liste des publications du CEFRES sur le site du CEFRES

© LA LETTRE DU CEFRES

Les opinions émises dans les comptes rendus des conférences et des débats n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication : Marie-Claude Maurel

Rédaction en chef : Claire Madl et Michel Perottino

cefres@cefres.cz